

La fin du leadership européen sur le climat

Divisés, les Vingt-Huit ne sont pas parvenus à relever le niveau des engagements pris en 2015 à la COP21

C'est une Greta Thunberg submergée par l'émotion qui a supplié le Parlement européen d'agir pour le climat. «*Sous peu, nous ne pourrions plus inverser la tendance actuelle. Lors de cette élection, vous voterez pour les futures conditions de vie de l'humanité*», a lancé, en larmes, la jeune Suédoise, devenue une icône de la lutte contre le changement climatique, devant l'assemblée des eurodéputés, mi-avril. Elle n'est pas seule. A dix jours du scrutin européen, qui se tiendra du 23 au 26 mai, les appels se multiplient pour inciter l'Europe à accélérer les efforts contre le réchauffement et reprendre un leadership qu'elle a délaissé ces dernières années.

Le 7 mai, les maires de 210 villes européennes (Paris, Milan, Londres, Séville, Stockholm, Amsterdam, Athènes, etc.) ont exhorté l'UE à stopper la hausse des émissions d'ici à 2020 et à adopter un objectif de neutralité carbone pour 2050. «*Les milliers de jeunes manifestant chaque semaine nous rappellent l'inadéquation de notre réponse au changement climatique*», écrivent-ils dans une lettre ouverte. Ils s'inscrivent dans une large coalition paneuropéenne, regroupant des entreprises, des villes, des régions, des organisations religieuses et des ONG qui appellent à l'action.

«L'Europe pourrait faire plus»
Depuis l'été 2018, marqué par une série de catastrophes climatiques, puis la publication d'un rapport très alarmant du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) indiquant qu'il ne reste que onze ans pour inverser la tendance, une mobilisation citoyenne inédite somme les dirigeants d'agir : grèves scolaires en Belgique, en Suisse ou en Allemagne, recours en justice contre l'Etat français pour «*inaction climatique*», manifestations, actions coup de poing au Royaume-Uni du collectif Extinction Rebellion.

L'Europe a-t-elle abandonné la bataille pour le climat? Malgré les critiques, le bilan est plus contrasté. «*Ces cinq dernières années, l'Union européenne a été à l'origine de nombreuses avancées structurelles, avec une accélération de la décarbonation de l'économie en fin de mandature*», relève Laurence Tubiana, présidente de la Fondation euro-

péenne pour le climat et ancienne ambassadrice de la France pour le climat lors de la COP21.

Bruxelles, sous l'impulsion de la France et de l'Allemagne, a d'abord joué un rôle pilote, aux côtés de Washington et de Pékin, pour parvenir à la signature de l'accord de Paris fin 2015, qui vise

à maintenir l'envolée des températures sous les 2 °C, et si possible 1,5 °C. Début 2018, le Parlement a voté la réforme du marché du carbone de l'Union européenne, créé pour donner un coût dissuasif aux émissions de CO₂. En novembre de la même année, les eurodéputés ont relevé les objectifs du paquet énergie (32 % d'énergies renouvelables et 32,5 % d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici à 2030). Enfin, mi-avril, ils ont voté une réduction de 37,5 % des émissions de CO₂, des voitures neuves et de 30 % des rejets des camions neufs d'ici à 2030, deux avancées ayant fait l'objet d'un accord avec le Conseil européen. «*L'Europe fait énormément pour le climat, même si elle pourrait faire encore plus*», juge Thomas Pellerin-Carlin, chef du centre énergie de l'Institut Jacques Delors.

De fait, l'Union européenne (UE), troisième pollueur mondial après la Chine et les Etats-Unis, a dépassé ses objectifs de réduction des émissions pour 2020. Et ces rejets sont repartis à la baisse en 2018 (-2,5 %), après une hausse en 2017 (+1,8 %). Mais les engagements pour 2030 (-40 % d'émissions par rapport à 1990) sont largement insuffisants pour s'aligner avec l'accord de Paris. Le think tank britannique Sandbag affirme que l'UE serait, si elle le voulait, en mesure de réduire d'au moins 50 % ses émissions en 2030.

«*Les mécanismes d'action directe de l'Europe pour atteindre les objectifs sont trop limités*», justifie Gérard Guibert, le président du think tank La Fabrique écologique. Il en veut pour preuve le prix de la tonne de CO₂ sur le marché du carbone, trop faible pour être efficace, et le plan Juncker de 500 milliards d'euros d'investissement entre 2015-2020, dont «*seulement 30 % a été affecté au climat et qui n'a pas eu d'effet de levier*». «*La Cour des comptes européenne estime qu'il faudrait investir plus de 1100 milliards d'euros par an entre 2021 et 2030*», rap-

pelle l'économiste et candidat aux européennes Pierre Larrou-turou (liste PS-Place publique).

Le Parlement européen, même s'il a toujours proposé des objectifs plus élevés que la Commission ou le Conseil, aurait pu aller encore plus loin. «*Une grande majorité des parlementaires - l'essentiel des conservateurs du PPE, mais également une partie des socialistes - a voté contre les mesures les plus ambitieuses pour le climat*», décrypte Neil Makaroff, responsable des politiques européennes du Réseau action climat - l'ONG et son équivalent européen, le Climate Action Network, ont analysé les votes des eurodéputés sur les principales législations climatiques et énergétiques de la mandature qui s'achève.

Mais les blocages sont surtout à mettre sur le compte des Etats. «*Les égoïsmes nationaux bloquent l'Europe du climat, car chaque pays défend son industrie*», dénonce Neil Makaroff. Le Conseil européen ne parvient pas à s'accorder sur une hausse de l'ambition européenne, paralysé par une ligne de fracture Ouest-Est qui ne cesse de se creuser. D'un côté, une dizaine de pays (France, Pays-Bas, Luxembourg, Espagne, Portugal, Suède ou encore Danemark) demandent une mention claire de l'objectif de neutralité carbone au milieu du siècle, comme l'a proposé la Commission; de l'autre, les nations charbonnières, la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, s'opposent à toute référence à 2050; l'Allemagne, elle, souhaite un report de la décision.

En raison de ces divisions et d'une tendance au repli sous l'effet de la montée des populismes, l'Europe n'est pas parvenue, depuis la COP21, à jouer un rôle de leader sur la scène diplomatique. Le semi-échec de la COP24 à Katowice (Pologne) en est le dernier exemple: l'Union a affiché ses dissensions et a manqué l'occasion de pousser les autres Etats à relever leur ambition. Or, face à des pays réfractaires (les Etats-Unis de Donald Trump, qui ont annoncé leur intention de quitter l'accord de Paris, le Brésil de Jair Bolsonaro ou l'Arabie saoudite), seule l'Europe peut mener la bataille du climat et inciter la Chine à poursuivre ses efforts malgré la défection américaine.

«**Un thème incontournable**»

Les européennes pourraient-elles changer la donne? «*Le climat est devenu un thème incontournable dans beaucoup de pays, comme en Belgique, aux Pays-Bas ou en Suède, et s'est imposé dans les programmes de la majorité des partis*», observe M. Pellerin-Carlin, rappelant que l'Allemand Manfred Weber, chef de file du PPE - et à ce titre candidat à la présidence de la Commission -, soutient désormais l'objectif de neutralité carbone en 2050. Son rival potentiel pour prendre la succession de Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission, le Français Michel Barnier, propose un «*Green New Deal*», reconnaissant que les politiques actuelles ne permettent pas «*de faire face à l'ampleur du défi*».

Selon un sondage Ipsos réalisé dans 11 pays européens en avril, 73 % des Européens comptent voter pour un parti qui fera de l'UE un leader mondial dans la lutte contre le changement climatique. «*Ces mouvements sociaux et les dynamiques politiques nationales, avec la poussée des Verts en Allemagne ou la victoire de Pedro Sanchez en Espagne, sont à même de permettre à l'Europe de reconstituer sa capacité de leadership*», juge Laurence Tubiana.

Les financements seront également déterminants pour faire bouger les lignes. Alors que le budget européen est en cours de négociation, les chefs d'Etat et de gouvernement doivent décider de la part consacrée à l'action climatique dans les 1200 milliards d'euros prévus au total pour la période 2021-2027. Une hausse de l'enveloppe permettrait d'amortir le choc de la transition écologique pour les régions dépendantes des énergies fossiles et de débloquer la situation. Trop peu, estiment les écologistes, pour qui seul un changement radical de modèle économique et de civilisation peut permettre d'inverser une dynamique tragique. ■

AUDREY GARRIC
ET SOPHIE LANDRIN

**« LES ÉGOÏSMES
NATIONAUX BLOQUENT
L'EUROPE DU CLIMAT,
CAR CHAQUE PAYS DÉFEND
SON INDUSTRIE »**

NEIL MAKAROFF
Réseau action climat